

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 21 octobre au 25 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Madagascar** : Le FMI revoit à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2024, de +4,5 % à +4,2 %.
- ❖ **Seychelles** : Don additionnel de 77 MEUR de l'UE pour le projet d'extension du Port de Victoria
- ❖ **Soudan** : La BAD accorde 100 MUSD pour le développement de la production de blé.

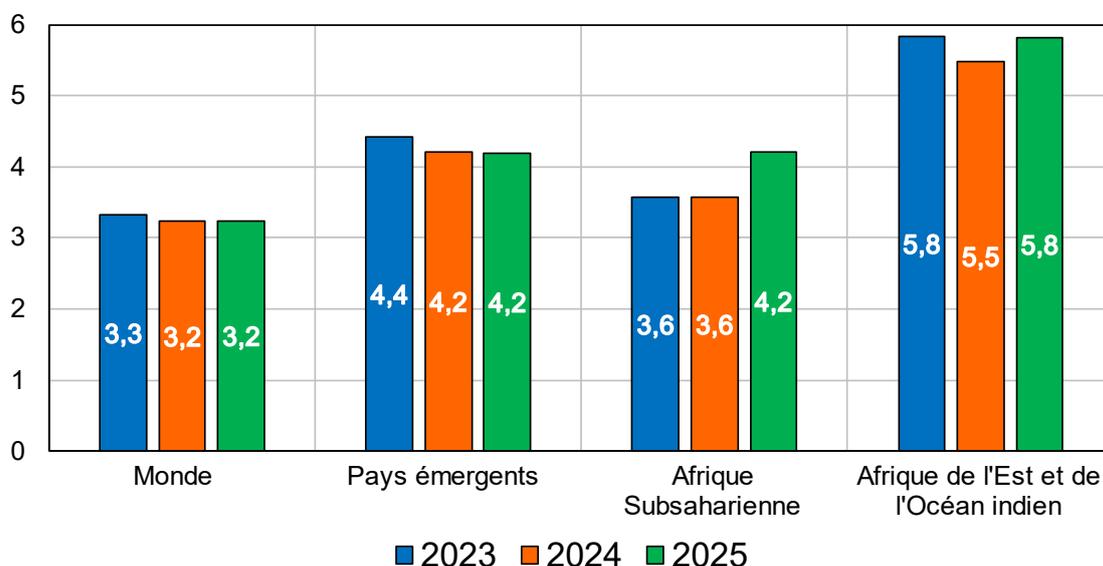
LE CHIFFRE A RETENIR

265,8 MUSD

NOUVEAU DECAISSEMENT PREVU
POUR LA TANZANIE DANS LE
CADRE DU PROGRAMME FMI

Le graphique de la semaine

WEO d'octobre 2024 : prévisions de croissance du FMI
(en %, en glissement annuel)



Note de lecture : le Soudan, le Soudan du Sud et l'Erythrée ne sont pas inclus dans les prévisions de croissance en AEOI

REGIONAL

Légère révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'AEOI

Dans le [World Economic Outlook](#) (WEO) d'octobre 2024, le FMI a légèrement revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI). Pour 2024, la croissance s'élèverait à +5,5 % (contre +5,7 % dans le WEO d'avril 2024) en moyenne pondérée (hors Érythrée, Soudan et Soudan du Sud). Dans le détail, le FMI a abaissé ses prévisions pour le Burundi (+2,2 % contre +4,3 % en avril), l'Éthiopie (+6,1 % contre +6,2 %), les Seychelles (+3,1 % contre +3,2 %) et la Tanzanie (+5,4 % contre +5,5 %). À l'inverse, les perspectives de croissance de Maurice (+6,1 % contre +4,9 %), de l'Ouganda (+5,9 % contre +5,6 %), du Rwanda (+7,0 % contre +6,9 %) et de la Somalie (+4,0 % contre +3,7 %) ont été relevées. Les prévisions pour les Comores (+3,5 %), Djibouti (+6,5 %), le Kenya (+5,0 %) et Madagascar (+4,5 %) restent inchangées. Pour 2025, le FMI prévoit une accélération de l'activité en AEOI (+5,8 %).

BasiGo lève 42 MUSD pour son expansion en Afrique de l'Est

La start-up kényane BasiGo a levé 42 MUSD grâce à des investissements d'entreprises et d'institutions financières. Parmi ces fonds, 24 MUSD proviennent de nouveaux actionnaires, et 17,5 MUSD de prêts accordés par British International Investment (BII) et la Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis. Les fonds seront utilisés pour déployer 1 000 bus électriques en Afrique de l'Est d'ici trois ans, pour augmenter la capacité de production dans l'usine kényane et pour étendre l'activité de BasiGo au Rwanda.

COMORES

Réduction du déficit commercial au 1^{er} semestre 2024

Selon la Banque centrale des Comores, les échanges commerciaux entre les Comores et le reste du monde étaient en baisse de -12,1 % au premier semestre 2024, par rapport à la même période en 2023, avec un montant de 83,2 Md KMF (environ 169,1 MEUR). Les exportations ont augmenté de +10 % entre les deux périodes étudiées. A noter que l'exportation d'ylang-ylang a bondi de +43 %, atteignant 712 M KMF au 1^{er} semestre, alors que les exportations de giroflles et de vanille ont chuté respectivement de -19,8 % et -69,6 %. Les

importations se sont contractées de -14 % en raison notamment de la chute des achats de produits de la catégorie « Énergie » (55,8 Mds KMF ; -36,2 %), et des produits alimentaires (-8 %), en particulier le riz ordinaire (-31 %). À l'inverse, les importations de biens intermédiaires ont augmenté de +6 %. Du fait de ces évolutions, le déficit commercial s'est réduit à 65,8 Md KMF (environ 133,7 MEUR) au 1^{er} semestre 2024, soit une baisse de -16,1 %.

DJIBOUTI

Accord Djibouti-Égypte pour une mini-centrale solaire à Omar Jagaa

Le ministre de l'Énergie de Djibouti et son homologue égyptien ont signé un accord pour l'installation d'une mini-centrale solaire de 300 KW dans le village d'Omar Jagaa. Ce projet, entièrement financé par le gouvernement égyptien, vise à fournir et installer une centrale photovoltaïque dans une région non connectée au réseau électrique national. Le ministère de l'Énergie porte d'autres projets d'installation, de réhabilitation ainsi que d'accroissement d'autres centrales isolées, notamment à Adailou, Goubetto, Yoboki ou encore Khor Angar, qui sont des villages reculés non encore connectés au réseau de distribution électrique.

ÉTHIOPIE

Adoption d'une directive visant à sauver les banques d'une pénurie de liquidités

Une nouvelle directive, *Emergency Liquidity Assistance*, permet à la Banque centrale éthiopienne de soutenir les banques commerciales en cas de pénurie imprévue de liquidités due à des chocs externes ou internes. Cette assistance se fera contre garantie (y compris des instruments financiers tels que les bons du Trésor), avec intérêt et une obligation pour les banques d'atteindre un accord bilatéral avec les autorités de régulation. La banque en besoin d'assistance doit en outre démontrer avoir épuisé tous les autres canaux pouvant résoudre ce problème. La directive n'a pas instauré de plafond sur le montant de liquidités auquel les banques pourront avoir accès. Cependant, des facteurs tels que le déficit de liquidités identifié, la capacité de remboursement du demandeur, l'adéquation des garanties éligibles mises à disposition et la capacité de la banque à appliquer les conditions fixées par les autorités de régulation détermineront le montant à accorder. Depuis la libéralisation du taux de change, le birr éthiopien continue à se dévaluer avec la possibilité d'une pénurie de liquidité en vue.

Signature d'un protocole d'accord entre l'ESX et la NSX

L'Ethiopian Securities Exchange (ESX) a signé un protocole d'accord avec sa contrepartie kenyane, la Nairobi Securities Exchange (NSX) et l'institut i-Capital Africa. Le partenariat se focalisera sur « la promotion d'investissements transfrontaliers, l'échange de connaissances et le renforcement des capacités dans le cadre de l'amélioration des marchés financiers dans la région de l'Afrique de l'Est ». En outre, l'accord prévoit plusieurs initiatives telles que des programmes de formation conjoints pour les acteurs du marché, un cadre réglementaire solide et l'exploration de produits financiers innovants. L'objectif de cet accord pour l'ESX serait d'accélérer la croissance du marché des capitaux éthiopien qui devrait être lancé à la mi-novembre. Le 16 octobre 2024 a vu la vente de 10 % des actions de l'entreprise d'état Ethio-Telecom au public en préparation à la cotation de l'entreprise sur le marché boursier.

KENYA

La SFI injecte 5 MUS\$ dans un fonds de capital-risque kenyan

La Société financière internationale a investi 5 MUS\$ (646 M KES) dans Equator Africa, un fonds de capital-risque axé sur le climat. Ce fonds, basé au Kenya, soutient des start-ups technologiques développant des solutions vertes dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de la mobilité en Afrique subsaharienne. Avec cet investissement, la taille du fonds passe à 54 MUS\$ (7 Mds KES), après une première levée de fonds de 40 MUS\$ en avril 2023. Ce financement est soutenu par 1,5 MUS\$ du programme K-GRID du gouvernement coréen. Equator Africa se concentrera principalement sur le Kenya et le Nigeria et a déjà investi dans six entreprises, dont SunCulture, Roam Motors et Apollo Agriculture.

EIB Global et KCB Bank signent un accord de 230 MEUR pour soutenir les PME, les jeunes et les femmes

La Banque européenne d'investissement (BEI) et KCB Bank Kenya ont annoncé un partenariat de 230 MEUR pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), les jeunes et les femmes au Kenya. Sur cette somme, 115 MEUR seront mis à disposition par la BEI sous forme de ligne de crédit à KCB, complétée par 115 MEUR de KCB. 30 MEUR iront à des microentreprises détenues par des femmes, 100 seront consacrés à des fonds de roulement et à de nouveaux investissements dans des PME et 100 MEUR

cibleront la croissance inclusive et les possibilités d'emploi pour les jeunes, en mettant l'accent sur les entreprises dirigées par de jeunes entrepreneurs ou qui emploient au moins 40 % de jeunes. Un tiers du financement accordé à KCB sera alloué à des bénéficiaires de la chaîne de valeur du secteur agricole.

MADAGASCAR

Révision à la baisse de la croissance du PIB à +4,2 % en 2024

Une mission du FMI a conduit du 30 septembre au 11 octobre à Tananarive des discussions avec les autorités malgaches dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV de 2024 et des premières revues des accords appuyés par la facilité élargie de crédit (ECF) et la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF). À l'issue de la mission, le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2024, de +4,5 % à +4,2 %, du fait du faible redémarrage des activités économiques au premier semestre en dépit d'une bonne récolte de riz. La mission évalue le déficit budgétaire à 2,7 % du PIB. Elle relève une inflation persistante, qui atteint +7,8 % en août 2024 en raison des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Elle considère par ailleurs que la Banque centrale doit se tenir prête à relever ses taux directeurs pour favoriser la diminution de l'inflation. Elle souligne, enfin, la nécessité d'améliorer la gouvernance et d'accélérer les réformes pour mobiliser les investissements et renforcer la résilience climatique. Les discussions se poursuivent sur les premières revues des accords au titre de la FEC et de la FRD.

MAURICE

Hausse du déficit commercial au 1^{er} semestre 2024

Selon Statistics Mauritius, Maurice a enregistré un déficit commercial de 93,2 Md MUR (environ 1,8 Md EUR) au premier semestre 2024, soit une augmentation de +6,4 % par rapport au premier semestre 2023. Sur ces mêmes périodes, les importations de marchandises ont progressé de +5,7 %, atteignant 146,1 Md MUR (2,9 Md EUR). Les exportations de biens, pour leur part, ont enregistré une hausse de +4,5 %, atteignant 52,9 Md MUR (1 Md EUR). Pour le premier semestre 2024, les cinq principaux marchés d'exportations mauriciennes sont, par ordre décroissant : Madagascar (4,2 Md MUR), l'Afrique du Sud (4,2 Md), les États-Unis (3,7 Md), la France (3,7 Md) et le Royaume-Uni (3,5 Md). Pour les importations, les cinq principaux pays fournisseurs sont : la Chine (23,1 Md MUR), les Émirats arabes unis (19,2 Md), l'Inde (19 Md), l'Afrique du Sud (12,1 Md) et la France (8,7 Md).

UGANDA

L'entreprise turque Yapi Merkezi signe un contrat historique avec l'Ouganda

Le 14 octobre dernier, le groupe de BTP turc Yapi Merkezi a signé un contrat de 3 Md USD avec le gouvernement ougandais pour le développement d'un tronçon de chemin de fer à écartement standard (SGR) reliant la capitale Kampala à Malaba, ville frontière avec le Kenya. Ce projet, qui s'étend sur 273 km revêt une importance stratégique pour l'intégration des infrastructures en Afrique de l'Est. Il comprend la conception, la construction et la fourniture de véhicules ferroviaires pour un écartement standard conforme aux normes européennes et américaines, entièrement électrifié. La ligne permettra une vitesse de circulation maximale de 120km/h et reliera six gares (dont deux principales) et sera dotée également d'une gare de triage et de trois terminaux de fret. Pour mémoire, le projet avait été initialement attribué à la « China Harbour and Engineering Company », avant d'être annulé en raison de l'incapacité de la société à mobiliser des financements adéquates.

RWANDA

Quatrième revue du programme PCI, RSF et SCF du FMI

Le FMI et les autorités rwandaises sont parvenus à un accord au niveau des services sur les politiques nécessaires pour mener à bien la 4^{ème} revue de l'instrument de coordination des politiques (PCI) et du programme du Rwanda au titre de la facilité pour la résilience et la viabilité (RSF), ainsi que la 2^{ème} revue de l'accord au titre de la facilité de crédit *stand-by* (SCF). Malgré un environnement économique interne (la dépréciation du franc rwandais et les faibles exportations de café) et externe (une flambée des prix mondiaux de l'énergie et un ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux) difficile, la performance de la politique macroéconomique jusqu'à fin juin 2024 est restée conforme aux objectifs du programme dans le cadre de l'arrangement PCI/SCF. À l'issue de la revue par le Conseil d'administration, le Rwanda aurait accès à 95,9 MUSD au titre de la RSF et à 89,0 MUSD au titre du SCF.

SEYCHELLES

Don additionnel de 77 MEUR de l'UE pour le projet d'extension du Port de Victoria

Dans le cadre de son dialogue de partenariat avec le gouvernement seychellois, l'Union européenne a confirmé le 17 octobre l'octroi d'une subvention additionnelle de 77 MEUR au bénéfice de l'Autorité portuaire des Seychelles (SPA) au titre du projet d'extension et de réhabilitation du Port de Victoria. Ce financement s'ajoute à un don initial de 6 MEUR, portant la contribution de l'UE à 83 MEUR. Pour mémoire, la SPA avait obtenu par ailleurs d'autres partenaires techniques et financiers un montant de 41 MUSD pour le financement de ce projet, dont un prêt de 35 MUSD de l'Agence française de développement et un prêt de la Banque européenne d'investissement. Le port de Victoria aux Seychelles est l'unique port gérant le commerce international de l'archipel et concentre la quasi-totalité des importations du pays.

SOUDAN

100 MUSD de la BAD pour le développement de la production de blé

Le ministère des Finances a annoncé que la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 100 MUSD pour une deuxième phase du projet de développement de la production de blé au Soudan, qui sera mise en œuvre en 2025 par le Programme alimentaire mondial (PAM). La première phase, financée par la BAD à hauteur de 76,8 MUSD, a été exécutée par le PAM entre 2022 et 2024. Ce projet avait pour objectif de soutenir les petits agriculteurs en leur fournissant des semences certifiées, des engrais, ainsi qu'une assistance technique. En juin 2024, la BAD avait annoncé une production record de 645 000 tonnes de blé.

SOUDAN DU SUD

Le volume des échanges commerciaux avec la Turquie a quintuplé entre 2021 et 2023

Selon l'Ambassadeur de Turquie en poste à Djouba, le volume des échanges commerciaux entre son pays et le Soudan du Sud est passé de 6 MUSD en 2021 à 30 MUSD fin 2023. Il s'est félicité du lancement, par Turkish Airways, de la liaison directe Istanbul-Djouba en 2022, en soulignant qu'elle a fortement contribué à la croissance des flux économiques. Le chiffre d'affaires cumulé des entreprises turques au Soudan du Sud s'élèverait à plus de 2,3 Md USD au cours des 14 dernières années.

TANZANIE

Mise en place en janvier 2025 de nouveaux systèmes fiscaux et douaniers

L'Autorité fiscale de Tanzanie (TRA), annonce la mise en place, à compter de janvier 2025, d'un système intégré pour l'administration de l'ensemble des recettes fiscales (ITRAS) en même temps qu'un Système intégré pour les recettes douanières (TANCIS), ceci afin d'améliorer la collecte fiscale mais aussi le traitement des litiges et les relations avec les contribuables. Le déploiement progressif de l'ITRAS débutera en janvier 2025. Ces mesures doivent également s'accompagner d'un allongement des délais dans les échanges entre l'administration fiscale et les contribuables avant la mise en place de mesures répressives de l'administration, comme c'est le cas actuellement. Dans cette idée, TRA va par également revoir les conditions de la saisie automatique des comptes bancaires des contribuables faisant l'objet d'un redressement et qui s'appuie sur les banques comme agents de collecte fiscale. La réforme ne prévoit la saisie par les institutions bancaires qu'en dernier recours, après que toutes les voies de médiations aient été utilisées et uniquement après validation par le commissaire général (Directeur général) de TRA.

Quatrième revue du programme ECF du FMI : décaissement de 265,8 MUSD

La Tanzanie est sur le point d'accéder à un nouveau décaissement de 265,8 MUSD dans le cadre de la 4^{ème} revue de la Facilité Elargie de Crédit (ECF) dont le pays bénéficie depuis 2022. A l'issue d'une mission de deux semaines sur place, le FMI s'est déclaré satisfait du rythme de mise en œuvre du programme économique du pays. Le chef de mission a déclaré qu'une fois l'examen en Conseil d'administration terminé, la Tanzanie aurait accès à environ 265,8 MUSD, portant ainsi le soutien financier total du FMI au titre de cet accord à environ 758,1 MUSD. Selon les conclusions de la mission, la dynamique de l'économie tanzanienne s'est poursuivie en 2024, grâce notamment à l'amélioration des soldes extérieurs et budgétaires et à une faible inflation (3,1% en septembre 2024). Les perspectives sont

favorables, la croissance devant s'accélérer pour atteindre +5,4 % pour l'ensemble de l'année 2024. Cependant, l'intensification des conflits régionaux, la volatilité accrue des prix des matières premières, un ralentissement mondial, la réémergence des pressions sur les changes au premier semestre 2025 et les catastrophes liées au climat pourraient peser négativement sur l'économie.